



# Recueil d'avis

Séance Plénière  
du 20 juin 2014



# Séance Plénière du 20 juin 2014

---

---

- **Budget Supplémentaire 2014, Compte Administratif 2013 et stratégie régionale pour les fonds européens 2014-2020**

*Avis de la Commission "Finances Evaluation"*

*Avis de la Commission "Economie Innovation Recherche"*

*Avis de la Commission "Emploi Formation"*

*Avis de la Commission "Mobilités"*

*Avis de la Commission "Cohésion sociale"*

*Avis de la Commission "Environnement et Territoire"*

**adoptés à l'unanimité**

- **Mise en œuvre des politiques régionales**

*Avis de la Commission "Economie Innovation Recherche"*

*Avis de la Commission "Emploi Formation"*

*Avis de la Commission "Environnement et Territoire"*

**adoptés à l'unanimité**

Le Président,

Roger CAYZELLE



# Budget Supplémentaire 2014 Compte Administratif 2013

Séance plénière du  
20 juin 2014

## Avis de la Commission

### Finances et Evaluation

*Séance plénière du 20 juin 2014*

---

**Objet :** *Compte Administratif 2013 et compte de gestion, Affectation du résultat du compte administratif 2013, Admissions en non-valeur et remises gracieuses, Compte-rendu annuel de mise en œuvre des politiques budgétaires pour l'exercice 2013, Budget Supplémentaire 2014, Stratégie régionale en matière de Fonds Européens 2014-2020.*

**Rapporteur :** *Pascal KNEUSS*

#### COMPTE ADMINISTRATIF 2013

- Les recettes :

Après une hausse de 5,32 % entre 2011 et 2012, le montant constaté des recettes s'élève à **981 483 949,69 €**, soit une baisse de **1,73 %** par rapport à l'exercice précédent avec un taux de réalisation de **99,29 %** (contre un taux de réalisation de **93 % l'an dernier**).

Il se répartit entre 152 338 112,60 € de **recettes d'investissement (15,52 % contre 16,7 % en 2012)** et 829 145 837,09 € de **recettes de fonctionnement (84,48 %)**.

La part de la fiscalité **a progressé à nouveau** par rapport au dernier exercice et revient à **49 % des ressources** de la collectivité régionale contre 47,6 % en 2012. La « fiscalité directe » progresse légèrement en proportion puisqu'elle représente 18,92 % des ressources régionales et retrouve ainsi quasiment son niveau de 2011.

La part de la fiscalité indirecte progresse également et représente désormais 30 % des ressources fiscales, contre 29,37 % auparavant.

La Commission constate que par rapport aux éléments de recettes prévus au BP 2013, le Compte Administratif met en lumière une appréciation juste des recettes fiscales prévues. L'évolution positive entre 2012 et 2013 de la fiscalité provient principalement d'un rendement plus fort de la contribution au développement de l'apprentissage (106,2 % de taux de réalisation) malgré la baisse également constatée lors du précédent exercice des recettes liées aux cartes grises (98,5 % de taux de réalisation).

Par contre, il semble essentiel que dans le cadre de la future programmation opérationnelle sur les fonds européens, les procédures d'avance et de remboursement soient optimisées afin d'éviter les reports et décalages tels qu'ils peuvent être constatés dans le CA 2013 et dans les comptes administratifs antérieurs.

Les dotations évoluent favorablement par rapport à l'exercice 2012. Elles sont en effet en hausse de 1 % (354,5 M€ contre 351 M€ en 2012).

La part des autres recettes est en forte baisse (-23,4% à 76,3 M€) et elles représentent 7,84 % des recettes régionales. Cette tendance s'explique principalement par une baisse importante du FCTVA (liée à un niveau d'investissement en baisse sur l'exercice 2011) et un niveau moindre de compensations de fonds européens ainsi qu'à des décalages constatés sur l'exercice, d'où un taux de réalisation de 81,9 %.

- **Les dépenses :**

Le montant total des dépenses est arrêté à 1 017 198 137, 96 € (941 139 703,03 € en 2012) soit une hausse de 8,1 % par rapport à l'exercice précédent et avec un taux de réalisation globale de 93, 83 %. La part des dépenses consacrées à l'investissement proprement dit s'élève à 32,8 % du montant total des dépenses (alors qu'elle était de 27,2 % en 2012). A contrario, la part des dépenses de fonctionnement s'élève à 67,2 % (72,8 % en 2012).

Quelques enseignements peuvent être tirés de la lecture du compte administratif et des tableaux préparés par le CESEL, notamment un comparatif des CA sur la période 2008-2012 avec le CA 2013 :

- Alors qu'ils étaient depuis 2009 le 3<sup>ème</sup> poste des dépenses régionales, les transports retrouvent leur première place avec un montant de 279 M€ (en hausse de 40,9% par rapport à l'exercice précédent et 39% au-dessus de la moyenne des 5 derniers exercices). Cette situation est principalement liée à l'engagement de la ligne LGV 2;

- Hors PPP, le poste des dépenses régionales consacrées à l'enseignement passe de la 1<sup>ère</sup> à la 2<sup>ème</sup> place, avec un montant de 232,5 M€, soit une hausse de 2,7% par rapport à l'exercice 2012. Par rapport à la moyenne des 5 derniers exercices, il augmente de 2,5 %. L'augmentation est cependant bien plus importante en intégrant les 150 M€ de PPP mis en œuvre par le Conseil Régional de Lorraine;
- les dépenses consacrées à la formation professionnelle deviennent en conséquence le troisième poste de dépense régionale et sont en hausse de 4,7 % par rapport à 2012 à 201 M€. Elles progressent de 2% par rapport à la période 2008-2012 ;
- l'action économique, même si elle reste le 4<sup>ème</sup> poste des dépenses d'intervention du Conseil Régional de Lorraine, continue sa baisse. Elle diminue ainsi de 8,1 % à 52,2 M€ et recule de 19,9% par rapport à la période 2008-2012. ;
- l'aménagement du territoire reste le cinquième poste des dépenses régionales avec un montant global de 47 M€ en baisse 6,2% et en recul de 19,8% par rapport à la période 2008-2012 ;
- la culture, le sport et les loisirs connaissent une hausse de 2,98 % et s'affichent à 31,1 M€. La croissance comparée à la période 2008-2013 est de 7,8 %;
- les dépenses consacrées à l'environnement sont en recul de 9,15% à 13,9 M€ et de 26,7% par rapport à la période 2008-2012. Elles ne représentent que la moitié des crédits consacrés à cette thématique en 2010 (27,1 M€) ;
- Enfin, les dépenses consacrées à la santé et à l'action sociale évoluent à la baisse également (-7,1%) avec un montant de 1,3 M€. L'évolution par rapport à la période 2008-2012 affiche un repli de 11,5%.



La Commission constate que sur ses compétences propres, les transports, l'enseignement et la formation professionnelle, le Conseil Régional tient à maintenir son engagement tant en évolution d'une année sur l'autre, en taux d'exécution par rapport au Budget Primitif 2013 qu'en évolution comparée sur une longue période.

En revanche, la Commission s'inquiète de l'évolution très moyenne constatée pour l'action économique. Alors que cette compétence est annoncée comme exclusive pour les Régions dans le cadre du projet de réforme territoriale, ce poste de dépenses affiche une baisse continue sur une longue période et affiche même un taux d'exécution préoccupant de 78,2%. Dans un contexte de crise économique profonde, la diminution de 21 M€ des fonds utilisés par l'action économique (par rapport à 2009) doit être expliquée et corrigée.

La Commission tient également à exprimer son inquiétude quant aux retards pris avec la Programmation Opérationnelle et le Contrat de Plan Etat-Région. Les délais ne semblent désormais plus compatibles avec une mise à disposition réelle des crédits en début d'année 2015. Cela pourrait sous-entendre le report voire l'abandon de nombreux projets, et la mise en difficulté d'associations et d'entreprises faute de financements complémentaires.

Enfin, la Commission estime nécessaire que soit rendu public un fléchage des dossiers financés au titre du Pacte Lorraine dans les différents documents budgétaires et comptables du Conseil Régional de Lorraine afin de donner une meilleure lisibilité à ce programme.

- **Les ratios :**

En raison des fortes dépenses d'investissement consacrées notamment à la LGV Est 2 et à l'Institut Jean Lamour, le Conseil Régional de Lorraine affiche un bilan plutôt encourageant en termes de taux de dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement (32,99% contre 24,09% en 2012) et la part de l'investissement dans le budget qui passe de 22 % en 2012 à 27,6% en 2013.

Ce constat favorable est tempéré cependant par l'évolution de la dette régionale avec un encours de dette / recettes réelles de fonctionnement qui progresse de 87,67% en 2012 à 91,44 % en 2013 et même 109,52 % en incluant les PPP. Il en est de même pour le taux d'épargne brute qui recule très légèrement de 0,6% et une capacité de désendettement qui passe de 5 années à 5,2 années (voire 6,2 années en incluant les PPP).

Sur cette évolution de l'endettement, la Commission tient à souligner que cette tendance va se poursuivre avec, dès 2014, l'inscription de 100 M€ supplémentaires de PPP ce qui portera la capacité de désendettement du Conseil Régional de Lorraine à 8,4 années pour une durée moyenne d'endettement de 9,5 années.

## BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2014

Le Budget supplémentaire 2014 présente des recettes et des dépenses nouvelles d'un montant de 52,59 M€, ce qui permet un accroissement de 5,3 % des moyens en complément du Budget Primitif 2014 (+33,4% en investissement et +1,2% en fonctionnement).

### - Recettes :

Les recettes sont constituées principalement de l'affectation du résultat constaté sur l'exercice 2013 pour 59,9 M€ diminué de la reprise pour anticipation du résultat de 20 M€ telle qu'elle avait été adoptée lors de l'examen du BP 2014 et complétée principalement par des restes à réaliser (13,8 M€) et des ajustements de recettes.

Les principaux éléments de recettes négatives sont des remboursements perçus moins importants que prévus de crédits européens (- 1 595 100 €), le report d'une échéance d'avance remboursable (- 550 000 €), un moins-perçu en dotation pour perte de compensation fiscale (-89 000 €) et un moins-perçu de CVAE pour l'année budgétaire 2014 (- 1 241 000 €). Les recettes supplémentaires proviennent d'une réévaluation des recettes au titre de l'IFER (+ 375 000 €).

La Commission constate l'impact marginal de ces modifications (0,7% du budget initial en recettes).

### - Dépenses :

Les dépenses nouvelles sont principalement constituées :

- de 23,31 M€ d'actions nouvelles, de 16,28 M€ de restes à réaliser et de 11 M€ de provisions dans le cadre du règlement de la convention TER (cf. avis de la Commission Mobilités).
- En variation par types de dépenses dont la hausse globale est de 5,3% par rapport au BP 2014), celles dont le taux dépasse la moyenne sont : l'action économique, qui évolue de 16,7% (25,8% en investissement et 1% en fonctionnement), les transports avec une hausse de 6,2% (0,7% en investissement, 9% en fonctionnement) et l'aménagement des territoires avec 5,8% (3,1% en investissement, 12,6% en fonctionnement).

## TICPE (modulations du tarif)

La Commission prend acte des barèmes retenus pour la part modulable de la TICPE (loi du 13 août 2004 et loi de finances pour 2010) qui représentent un surcoût de 0,025 €/l de gazole ou de supercarburant sans plomb (respectivement 1,9% et 1,64% du coût global par litre).

Ces deux mesures représentent des recettes de 179,58 M€ pour la collectivité régionale.

## STRATEGIE REGIONALE EN MATIERE DE FONDS EUROPEENS 2014-2020

La Commission prend acte de la stratégie régionale en matière de fonds européens pour la période de programmation 2014-2020 telle qu'elle a été déposée par le Conseil Régional de Lorraine le 31 mars dernier, respectant ainsi les délais prévus.

Elle prend acte des montants prévus (327,7 M€ pour le FEDER + 12 M€ au titre de l'axe interrégional consacré au Massif des Vosges ; 68,6 M€ au titre du FSE et 335,1 M€ au titre du FEADER).

Elle prend acte également des choix stratégiques retenus par le Conseil Régional de Lorraine :

- Une concentration thématique élevée (89,7% des crédits FEDER sur la recherche-innovation, le soutien à la compétitivité des PME, les TIC et la transition énergétique;
- La construction de programmes partenariaux au niveau régional ;
- La recherche de cohérence et d'effet de levier via les politiques de contractualisation ;
- Le choix d'une approche territoriale intégrée.

La Commission tient à exprimer cependant une double interrogation :

Les discussions entre la Commission Européenne et l'Etat français semblent plus difficiles que prévues, la Commission Finances et Evaluation s'inquiète de la date effective de disponibilité des fonds européens et dès lors de la capacité des bénéficiaires à supporter un report éventuel de co-financement européen.

La stratégie régionale a été construite en amont des projets de loi sur la réorganisation territoriale. Or, la Lorraine et l'Alsace ne bénéficient pas du même statut au plan européen (quid du statut de « région en transition » de la Lorraine dans le cadre d'une fusion ?) et leurs objectifs et priorités ne sont pas forcément identiques (quid de ceux-ci dans le cadre d'un rapprochement). De plus, ce projet de fusion ne risque-t-il pas d'entraîner un retard encore plus important dans la capacité des Régions à gérer effectivement les crédits européens ?

**La Présidente,**

**Marie-Madeleine MAUCOURT**

Annexes :

- Glossaire ;
- Comparatif CA 2013 avec BP et DM 2013 ;
- Comparatif BS- BP 2014 avec CA 2013 ;
- Evolution du CA depuis 2008

## GLOSSAIRE

- **BP** : Budget Primitif
- **BS** : Budget Supplémentaire
- **CA** : Compte Administratif
- **CVAE** : Contribution à la Valeur Ajoutée des Entreprises
- **DGF** : Dotation Globale de Fonctionnement
- **DM** : Décision Modificative
- **FCTVA** : Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée
- **FEADER** : Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
- **FEDER** : Fonds Européen de Développement Economique Régional
- **FSE** : Fonds Social Européen
- **IFER** : Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux
- **LGV** : Ligne Grande Vitesse
- **PME** : Petites et Moyennes Entreprises
- **PPP** : Partenariat Public-Privé
- **TER** : Transport Express Régional
- **TIC** : Technologies de l'Information et de la Communication
- **TICPE** : Taxe Intérieure de Consommation sur les produits énergétiques (anciennement TIPP)
- **TIPP** : Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers

La Présidente,

Marie-Madeleine MAUCOURT



**Comparatif CA 2013 avec BP 2013 et BS+DM 2013**

En milliers d'Euros	BP 2013			BS+DM 2013			CA 2013			Taux de réalisation / BP			Taux de réalisation / DM		
	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total
<b>Services généraux</b>	<b>2 880</b>	<b>61 043</b>	<b>63 923</b>	<b>3 275</b>	<b>62 260</b>	<b>65 535</b>	<b>2 236</b>	<b>59 344</b>	<b>61 580</b>	<b>77,6%</b>	<b>97,2%</b>	<b>96,3%</b>	<b>68,3%</b>	<b>95,3%</b>	<b>94,0%</b>
dt personnel non ventilé		37 450	37 450		37 450	37 450		37 086	37 086		99,0%	99,0%		99,0%	99,0%
dt moyens généraux	2 880	18 392	21 272	3 275	19 549	22 824	2 236	17 083	19 319	77,6%	92,9%	90,8%	68,3%	87,4%	84,6%
dt Conseil Regional		4 000	4 000		4 060	4 060		3 668	3 668		91,7%	91,7%		90,3%	90,3%
dt CES		1 616	1 616		1 616	1 616		1 507	1 507		93,3%	93,3%		93,3%	93,3%
<b>Subvention globale</b>	<b>16 835</b>	<b>7 745</b>	<b>24 580</b>	<b>17 035</b>	<b>8 742</b>	<b>25 777</b>	<b>13 530</b>	<b>5 341</b>	<b>18 871</b>	<b>80,4%</b>	<b>69,0%</b>	<b>76,8%</b>	<b>79,4%</b>	<b>61,1%</b>	<b>73,2%</b>
<b>formation prof et apprentissage</b>	<b>4 382</b>	<b>188 810</b>	<b>193 192</b>	<b>8 662</b>	<b>195 110</b>	<b>203 772</b>	<b>9 593</b>	<b>191 717</b>	<b>201 310</b>	<b>218,9%</b>	<b>101,5%</b>	<b>104,2%</b>	<b>110,7%</b>	<b>98,3%</b>	<b>98,8%</b>
dt formation professionnelle	419	73 233	73 652	2 746	74 169	76 915	2 844	73 752	76 596	678,8%	100,7%	104,0%	103,6%	99,4%	99,6%
dt apprentissage	3 608	74 606	78 214	5 561	74 829	80 390	6 741	72 850	79 591	186,8%	97,6%	101,8%	121,2%	97,4%	99,0%
dt formation sanitaire et sociale	355	40 971	41 326	355	46 112	46 467		45 115	45 123	2,3%	110,1%	109,2%	2,3%	97,8%	97,1%
<b>enseignement</b>	<b>55 880</b>	<b>163 312</b>	<b>219 192</b>	<b>70 557</b>	<b>167 366</b>	<b>237 923</b>	<b>68 219</b>	<b>164 281</b>	<b>232 500</b>	<b>122,1%</b>	<b>100,6%</b>	<b>106,1%</b>	<b>96,7%</b>	<b>98,2%</b>	<b>97,7%</b>
dt lycée	33 519	146 892	180 411	38 039	148 466	186 505	37 036	148 529	185 565	110,5%	101,1%	102,9%	97,4%	100,0%	99,5%
dt personnel		92 660	92 660												
dt enseignement supérieur	18 920	6 235	25 155	28 377	5 613	33 990	28 023	5 014	33 037	148,1%	80,4%	131,3%	98,8%	89,3%	97,2%
dt services périscolaires	3 441	10 185	13 626	4 141	12 885	17 026	3 160	10 738	13 898	91,8%	105,4%	102,0%	76,3%	83,3%	81,6%
<b>culture,sports,loisirs</b>	<b>2 774</b>	<b>25 848</b>	<b>28 622</b>	<b>4 029</b>	<b>26 262</b>	<b>30 291</b>	<b>4 803</b>	<b>26 267</b>	<b>31 070</b>	<b>173,1%</b>	<b>101,6%</b>	<b>108,6%</b>	<b>119,2%</b>	<b>100,0%</b>	<b>102,6%</b>
dt culture	2 445	19 233	21 678	3 695	20 133	23 828	4 472	20 131	24 603	182,9%	104,7%	113,5%	121,0%	100,0%	103,3%
dt personnel		1 886	1 886												
dt sport	329	6 615	6 944	334	6 115	6 449	331	6 136	6 467	100,6%	92,8%	93,1%	99,1%	100,3%	100,3%
<b>santé et action sociale</b>	<b>820</b>	<b>607</b>	<b>1 427</b>	<b>820</b>	<b>607</b>	<b>1 427</b>	<b>855</b>	<b>490</b>	<b>1 345</b>	<b>104,3%</b>	<b>80,7%</b>	<b>94,3%</b>	<b>104,3%</b>	<b>80,7%</b>	<b>94,3%</b>
dt santé	820	607	1 427	820	607	1 427	855	490	1 345	104,3%	80,7%	94,3%	104,3%	80,7%	94,3%
<b>aménagement des territoires</b>	<b>34 816</b>	<b>8 058</b>	<b>42 874</b>	<b>41 024</b>	<b>8 298</b>	<b>49 322</b>	<b>40 817</b>	<b>6 217</b>	<b>47 034</b>	<b>117,2%</b>	<b>77,2%</b>	<b>109,7%</b>	<b>99,5%</b>	<b>74,9%</b>	<b>95,4%</b>
dt politique de la ville	0	0	0	162	0	162	6 838	0	6 838	NS	NS	NS	4221,0%	NS	4221,0%
dt agglomération	0	0	0	0	0	0	31	0	31	NS	NS	NS	NS	NS	NS
dt espace rural et autres espaces	33 842	2 206	36 048	39 888	2 206	42 094	32 820	2 088	34 908	97,0%	94,7%	96,8%	82,3%	94,7%	82,9%
dt TIC	811	43	854	811	43	854	993	12	1 005	122,4%	27,9%	117,7%	122,4%	27,9%	117,7%
dt autres actions	163	5 809	5 972	163	5 859	6 022	135	4 117	4 252	82,8%	70,9%	71,2%	82,8%	70,3%	70,6%
<b>environnement</b>	<b>6 238</b>	<b>7 250</b>	<b>13 488</b>	<b>10 353</b>	<b>7 233</b>	<b>17 586</b>	<b>7 206</b>	<b>6 739</b>	<b>13 945</b>	<b>115,5%</b>	<b>93,0%</b>	<b>103,4%</b>	<b>69,6%</b>	<b>93,2%</b>	<b>79,3%</b>
dt traitement des déchets	102	345	447	102	345	447	60	160	220	58,8%	46,4%	49,2%	58,8%	46,4%	49,2%
dt actions transversales	445	4 005	4 450	445	4 005	4 450	764	3 881	4 645	171,7%	96,9%	104,4%	171,7%	96,9%	104,4%
dt patrimoine naturel	717	1 612	2 329	717	1 612	2 329	483	1 709	2 192	67,4%	106,0%	94,1%	67,4%	106,0%	94,1%
dt politique énergie	4 974	1 288	6 262	9 089	1 288	10 377	5 899	989	6 888	118,6%	76,8%	110,0%	64,9%	76,8%	66,4%
<b>transports</b>	<b>72 661</b>	<b>171 936</b>	<b>244 597</b>	<b>115 597</b>	<b>175 080</b>	<b>290 677</b>	<b>105 764</b>	<b>173 106</b>	<b>278 870</b>	<b>145,6%</b>	<b>100,7%</b>	<b>114,0%</b>	<b>91,5%</b>	<b>98,9%</b>	<b>95,9%</b>
dt TER	64 423	169 733	234 156	98 240	171 323	269 563	91 622	169 828	261 450	142,2%	100,1%	111,7%	93,3%	99,1%	97,0%
dt infrastruct. rout.	2 875	0	2 875	7 044	0	7 044	5 514	0	5 514	191,8%		191,8%	78,3%		78,3%
dt transports fluviaux	510	0	510	510	0	510	189	0	189	37,1%		37,1%	37,1%		37,1%
dt autres transport	4 853	2 203	7 056	9 803	3 757	13 560	8 439	3 278	11 717	173,9%	148,8%	166,1%	86,1%	87,3%	86,4%
<b>action économique</b>	<b>31 852</b>	<b>34 883</b>	<b>66 735</b>	<b>48 251</b>	<b>28 576</b>	<b>76 827</b>	<b>28 014</b>	<b>24 178</b>	<b>52 192</b>	<b>88,0%</b>	<b>69,3%</b>	<b>78,2%</b>	<b>58,1%</b>	<b>84,6%</b>	<b>67,9%</b>
dt recherche innovation	7 127	10 240	17 367	8 477	4 740	13 217	6 308	5 402	11 710	88,5%	52,8%	67,4%	74,4%	114,0%	88,6%
dt interventions transversales	23	6 223	6 246	23	6 223	6 246	24	5 017	5 041	104,3%	80,6%	80,7%	104,3%	80,6%	80,7%
dt agriculture, agro alimentaire	4 484	2 652	7 136	4 484	2 652	7 136	4 609	2 217	6 826	102,8%	83,6%	95,7%	102,8%	83,6%	95,7%
dt aides aux entreprises	13 913	7 373	21 286	9 383	6 615	15 998	5 210	4 419	9 629	37,4%	59,9%	45,2%	55,5%	66,8%	60,2%
dt tourisme	6 305	8 395	14 700	25 884	8 395	34 279	11 863	7 123	18 986	188,2%	84,8%	129,2%	45,8%	84,8%	55,4%
<b>dettes et opér. Financières</b>	<b>46 106</b>	<b>30 248</b>	<b>76 354</b>	<b>46 106</b>	<b>30 248</b>	<b>76 354</b>	<b>44 953</b>	<b>25 082</b>	<b>70 035</b>	<b>97,5%</b>	<b>82,9%</b>	<b>91,7%</b>	<b>97,5%</b>	<b>82,9%</b>	<b>91,7%</b>
dt remboursement en capital	44 143		44 143	44 143		44 143	43 524		43 524	98,6%		98,6%	98,6%		98,6%
dt intérêts		26 250	26 250		26 250	26 250		23 541	23 541		89,7%	89,7%		89,7%	89,7%
dt dettes afférentes aux PPP	1 963	3 998	5 961	1 963	3 998	5 961	1 429	1 541	2 970	72,8%	38,5%	49,8%	72,8%	38,5%	49,8%
<b>frais fonction. Groupe d'élus</b>		<b>827</b>	<b>827</b>		<b>827</b>	<b>827</b>		<b>708</b>	<b>708</b>		<b>85,6%</b>	<b>85,6%</b>			
dt personnel															
<b>Provisions</b>															
<b>Total Budget hors opérations revolving</b>	<b>275 244</b>	<b>700 567</b>	<b>975 811</b>	<b>365 709</b>	<b>710 609</b>	<b>1 076 318</b>	<b>325 990</b>	<b>683 470</b>	<b>1 009 460</b>	<b>118,4%</b>	<b>97,6%</b>	<b>103,4%</b>	<b>89,1%</b>	<b>96,2%</b>	<b>93,8%</b>
<b>Opérations revolving</b>	<b>7 738</b>		<b>7 738</b>	<b>7 738</b>		<b>7 738</b>	<b>7 737</b>		<b>7 737</b>	<b>100,0%</b>		<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>		<b>100,0%</b>
<b>Total Budget</b>	<b>282 982</b>	<b>700 567</b>	<b>983 549</b>	<b>373 447</b>	<b>710 609</b>	<b>1 084 056</b>	<b>333 727</b>	<b>683 470</b>	<b>1 017 197</b>	<b>117,9%</b>	<b>97,6%</b>	<b>103,4%</b>	<b>89,4%</b>	<b>96,2%</b>	<b>93,8%</b>
<b>Part Invest et Fonct/ budget hors revolving</b>	<b>28,2%</b>	<b>71,8%</b>		<b>34,0%</b>	<b>66,0%</b>		<b>32,3%</b>	<b>67,7%</b>							



**Comparatif BS / BP 2014**

En milliers d'Euros	CA 2013			BP 2014			BS 2014			Evolution BS 2014 / BP 2014		
	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total
<b>Services généraux</b>	<b>2 236</b>	<b>59 344</b>	<b>61 580</b>	<b>2 509</b>	<b>61 500</b>	<b>64 009</b>	<b>3 026</b>	<b>61 895</b>	<b>64 921</b>	<b>20,6%</b>	<b>0,6%</b>	<b>1,4%</b>
dt personnel non ventilé		37 086	37 086		38 901	38 901		38 901	38 901			
dt moyens généraux	2 236	17 083	19 319	2 509	17 144	19 653	3 026	17 539	20 565	20,6%	2,3%	4,6%
dt Conseil Regional		3 668	3 668		3 841	3 841		3 841	3 841			
dt CES		1 507	1 507		1 614	1 614		1 614	1 614			
<b>Subvention globale</b>	<b>13 530</b>	<b>5 341</b>	<b>18 871</b>	<b>15 558</b>	<b>5 945</b>	<b>21 503</b>	<b>15 575</b>	<b>6 215</b>	<b>21 790</b>	<b>0,1%</b>	<b>4,5%</b>	<b>1,3%</b>
<b>formation prof et apprentissage</b>	<b>9 593</b>	<b>191 717</b>	<b>201 310</b>	<b>8 095</b>	<b>164 265</b>	<b>172 360</b>	<b>8 350</b>	<b>164 722</b>	<b>173 072</b>	<b>3,2%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,4%</b>
dt formation professionnelle	2 844	73 752	76 596	1 120	56 876	57 996	2 120	56 928	59 048	89,3%	0,1%	1,8%
dt apprentissage	6 741	72 850	79 591	6 525	68 113	74 638	5 780	68 113	73 893	-11,4%		-1,0%
dt formation sanitaire et sociale	8	45 115	45 123	450	39 276	39 726	450	39 681	40 131		1,0%	1,0%
<b>enseignement</b>	<b>68 219</b>	<b>164 281</b>	<b>232 500</b>	<b>66 798</b>	<b>174 169</b>	<b>240 967</b>	<b>72 874</b>	<b>174 469</b>	<b>247 343</b>	<b>9,1%</b>	<b>0,2%</b>	<b>2,6%</b>
dt lycée	37 036	148 529	185 565	38 215	156 203	194 418	39 465	156 203	195 668	3,3%		0,6%
dt personnel					95 930	95 930						
dt enseignement supérieur	28 023	5 014	33 037	24 719	6 925	31 644	29 545	7 225	36 770	19,5%	4,3%	16,2%
dt services périscolaires	3 160	10 738	13 898	3 864	11 041	14 905	3 864	11 041	14 905			
<b>culture,sports,loisirs</b>	<b>4 803</b>	<b>26 267</b>	<b>31 070</b>	<b>5 258</b>	<b>26 566</b>	<b>31 824</b>	<b>5 483</b>	<b>26 766</b>	<b>32 249</b>	<b>4,3%</b>	<b>0,8%</b>	<b>1,3%</b>
dt culture	4 472	20 131	24 603	4 765	20 142	24 907	4 890	20 242	25 132	2,6%	0,5%	0,9%
dt personnel					1 919	1 919						
dt sport	331	6 136	6 467	493	6 424	6 917	593	6 524	7 117	20,3%	1,6%	2,9%
<b>santé et action sociale</b>	<b>855</b>	<b>490</b>	<b>1 345</b>	<b>1 660</b>	<b>752</b>	<b>2 412</b>	<b>1 660</b>	<b>752</b>	<b>2 412</b>			
dt santé	855	490	1 345	1 660	752	2 412	1 660	752	2 412			
<b>aménagement des territoires</b>	<b>40 817</b>	<b>6 217</b>	<b>47 034</b>	<b>29 086</b>	<b>11 882</b>	<b>40 968</b>	<b>29 978</b>	<b>13 382</b>	<b>43 360</b>	<b>3,1%</b>	<b>12,6%</b>	<b>5,8%</b>
dt politique de la ville	6 838	0	6 838	3 332	0	3 332	3 332	0	3 332			
dt agglomération	31	0	31	0	0	0	0	0	0			
dt espace rural et autres espaces	32 820	2 088	34 908	23 424	3 176	26 600	24 097	3 176	27 273	2,9%		2,5%
dt TIC	993	12	1 005	2 170	15	2 185	2 389	15	2 404	10,1%		10,0%
dt autres actions	135	4 117	4 252	160	8 691	8 851	160	10 191	10 351		17,3%	16,9%
<b>environnement</b>	<b>7 206</b>	<b>6 739</b>	<b>13 945</b>	<b>9 253</b>	<b>7 390</b>	<b>16 643</b>	<b>8 984</b>	<b>8 135</b>	<b>17 119</b>	<b>-2,9%</b>	<b>10,1%</b>	<b>2,9%</b>
dt traitement des déchets	60	160	220	55	134	189	55	134	189			
dt actions transversales	764	3 881	4 645	1 013	3 981	4 994	1 013	4 031	5 044		1,3%	1,0%
dt patrimoine naturel	483	1 709	2 192	445	1 404	1 849	395	1 454	1 849	-11,2%	3,6%	0,0%
dt politique énergie	5 899	989	6 888	7 740	1 871	9 611	7 521	2 516	10 037	-2,8%	34,5%	4,4%
<b>transports</b>	<b>105 764</b>	<b>173 106</b>	<b>278 870</b>	<b>77 097</b>	<b>155 904</b>	<b>233 001</b>	<b>77 655</b>	<b>169 904</b>	<b>247 559</b>	<b>0,7%</b>	<b>9,0%</b>	<b>6,2%</b>
dt TER	91 622	169 828	261 450	65 854	153 453	219 307	65 854	167 453	233 307		9,1%	6,4%
dt infrastruct. rout.	5 514	0	5 514	3 423	0	3 423	3 423	0	3 423			
dt transports fluviaux	189	0	189	1 050	0	1 050	1 050	0	1 050			
dt autres transport	8 439	3 278	11 717	6 770	2 451	9 221	7 328	2 451	9 779		0,0%	6,1%
<b>action économique</b>	<b>28 014</b>	<b>24 178</b>	<b>52 192</b>	<b>52 462</b>	<b>30 604</b>	<b>83 066</b>	<b>66 003</b>	<b>30 914</b>	<b>96 917</b>	<b>25,8%</b>	<b>1,0%</b>	<b>16,7%</b>
dt recherche innovation	6 308	5 402	11 710	12 966	10 775	23 741	12 966	10 775	23 741			
dt interventions transversales	24	5 017	5 041	22	4 267	4 289	22	4 267	4 289			
dt agriculture, agro alimentaire	4 609	2 217	6 826	7 433	2 405	9 838	7 433	2 405	9 838			
dt aides aux entreprises	5 210	4 419	9 629	21 318	5 820	27 138	21 318	5 820	27 138			
dt tourisme	11 863	7 123	18 986	10 723	7 337	18 060	24 264	7 647	31 911	126,3%	4,2%	76,7%
<b>dettes et opér. Financières</b>	<b>44 953</b>	<b>25 082</b>	<b>70 035</b>	<b>53 655</b>	<b>34 490</b>	<b>88 145</b>	<b>53 655</b>	<b>36 090</b>	<b>89 745</b>		<b>4,6%</b>	<b>1,8%</b>
dt remboursement en capital	43 524		43 524	47 076		47 076	47 076		47 076			
dt intérêts		23 541	23 541		27 240	27 240		28 840	28 840		5,9%	5,9%
dt dettes afférentes aux PPP	1 429	1 541	2 970	6 579	7 250	13 829	6 579	7 250	13 829			
<b>frais fonction. Groupe d'élus</b>		<b>708</b>	<b>708</b>		<b>828</b>	<b>828</b>		<b>828</b>	<b>828</b>			
dt personnel					708							
<b>Provisions</b>								<b>11 000</b>	<b>11 000</b>		<b>NS</b>	<b>NS</b>
<b>Total Budget hors opérations revolving</b>	<b>325 990</b>	<b>683 470</b>	<b>1 009 460</b>	<b>321 431</b>	<b>674 295</b>	<b>995 726</b>	<b>343 243</b>	<b>705 072</b>	<b>1 048 315</b>	<b>6,8%</b>	<b>4,6%</b>	<b>5,3%</b>
<b>Opérations revolving</b>	<b>7 737</b>		<b>7 737</b>	<b>5 565</b>		<b>5 565</b>	<b>5 565</b>		<b>5 565</b>			
<b>Total Budget</b>	<b>333 727</b>	<b>683 470</b>	<b>1 017 197</b>	<b>326 996</b>	<b>674 295</b>	<b>1 001 291</b>	<b>348 808</b>	<b>705 072</b>	<b>1 053 880</b>	<b>6,7%</b>	<b>4,6%</b>	<b>5,3%</b>
<b>Part Invest et Fonct/ budget hors revolving</b>	<b>32,3%</b>	<b>67,7%</b>		<b>32,3%</b>	<b>67,7%</b>		<b>32,7%</b>	<b>67,3%</b>				

## Evolution des CA Région Lorraine depuis 2008

## Dépenses

En milliers d'Euros	CA 2008			CA 2009			CA 2010			CA 2011			CA 2012			CA 2013			Evolution 2008 / 2013		
	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total												
<b>Services généraux</b>	<b>2 286</b>	<b>42 185</b>	<b>44 471</b>	<b>7 312</b>	<b>51 159</b>	<b>58 471</b>	<b>1 741</b>	<b>50 326</b>	<b>52 067</b>	<b>2 710</b>	<b>50 551</b>	<b>53 261</b>	<b>1 933</b>	<b>56 317</b>	<b>58 250</b>	<b>2 236</b>	<b>59 344</b>	<b>61 580</b>	<b>-2,2%</b>	<b>40,7%</b>	<b>38,5%</b>
dt personnel non ventilé		25 103	25 103		29 767	29 767		31 302	31 302		32 606	32 606		34 885	34 885		37 086	37 086		47,7%	47,7%
dt moyens généraux	2 286	12 020	14 306	7 312	16 548	23 860	1 741	14 354	16 095	2 710	13 220	15 930	1 933	16 774	18 707	2 236	17 083	19 319	-2,2%	42,1%	35,0%
dt Conseil Regional		3 538	3 538		3 312	3 312		3 188	3 188		3 195	3 195		3 106	3 106		3 668	3 668		3,7%	3,7%
dt CES		1 524	1 524		1 530	1 530		1 482	1 482		1 530	1 530		1 552	1 552		1 507	1 507		-1,1%	-1,1%
<b>Subvention globale</b>	<b>1 592</b>	<b>1 592</b>	<b>1 592</b>	<b>1 887</b>	<b>2 384</b>	<b>4 271</b>	<b>6 452</b>	<b>5 879</b>	<b>12 331</b>	<b>6 948</b>	<b>3 203</b>	<b>10 151</b>	<b>13 454</b>	<b>6 167</b>	<b>19 621</b>	<b>13 530</b>	<b>5 341</b>	<b>18 871</b>	<b>235,5%</b>	<b>1085,4%</b>	
<b>formation prof et apprentissage</b>	<b>8 141</b>	<b>161 981</b>	<b>170 122</b>	<b>11 378</b>	<b>195 774</b>	<b>207 152</b>	<b>19 248</b>	<b>190 392</b>	<b>209 640</b>	<b>9 168</b>	<b>199 031</b>	<b>208 199</b>	<b>10 017</b>	<b>181 572</b>	<b>191 589</b>	<b>9 593</b>	<b>191 717</b>	<b>201 310</b>	<b>17,8%</b>	<b>18,4%</b>	<b>18,3%</b>
dt formation professionnelle	2 756	66 340	69 096	2 475	85 738	88 213	2 285	77 334	79 619	1 131	82 092	83 223	2 216	71 277	73 493	2 844	73 752	76 596	3,2%	11,2%	10,9%
dt apprentissage	5 355	52 348	57 703	8 784	69 027	77 811	16 834	71 179	88 013	6 147	71 544	77 691	7 144	66 476	73 620	6 741	72 850	79 591	25,9%	39,2%	37,9%
dt formation sanitaire et sociale	30	43 293	43 323	119	41 009	41 128	129	41 879	42 008	1 890	45 395	47 285	657	43 819	44 476	8	45 115	45 123	-7,3%	4,2%	4,2%
<b>enseignement</b>	<b>73 815</b>	<b>134 401</b>	<b>208 216</b>	<b>91 609</b>	<b>163 269</b>	<b>254 878</b>	<b>68 227</b>	<b>158 028</b>	<b>226 255</b>	<b>60 850</b>	<b>157 904</b>	<b>218 754</b>	<b>65 187</b>	<b>160 955</b>	<b>226 142</b>	<b>68 219</b>	<b>164 281</b>	<b>232 500</b>	<b>-7,6%</b>	<b>22,2%</b>	<b>11,7%</b>
dt lycée	63 215	118 347	181 562	77 141	144 656	221 797	52 284	141 144	193 428	39 170	141 277	180 447	37 837	143 667	181 504	37 036	148 529	185 565	-41,4%	25,5%	2,2%
dt personnel					83 820	83 820															
dt enseignement supérieur	10 324	6 449	16 773	11 433	6 648	18 081	14 527	5 509	20 036	19 658	5 329	24 987	23 984	6 834	30 818	28 023	5 014	33 037	171,4%	-22,3%	97,0%
dt services périscolaires	277	9 605	9 882	3 035	11 965	15 000	1 416	11 375	12 791	2 022	11 298	13 320	3 366	10 454	13 820	3 160	10 738	13 898	1040,8%	11,8%	40,6%
( enseignement hors personnel)					171 058									0							
<b>culture,sports,loisirs</b>	<b>6 689</b>	<b>20 060</b>	<b>26 749</b>	<b>3 369</b>	<b>20 466</b>	<b>23 835</b>	<b>7 220</b>	<b>25 352</b>	<b>32 572</b>	<b>5 467</b>	<b>25 302</b>	<b>30 769</b>	<b>4 019</b>	<b>26 212</b>	<b>30 231</b>	<b>4 803</b>	<b>26 267</b>	<b>31 070</b>	<b>-28,2%</b>	<b>30,9%</b>	<b>16,2%</b>
dt culture	3 763	13 478	17 241	2 277	14 564	16 841	3 331	19 205	22 536	4 061	19 115	23 176	3 605	19 628	23 233	4 472	20 131	24 603	18,8%	49,4%	42,7%
dt personnel					731	731															
dt sport	2 926	6 582	9 508	1 092	5 902	6 994	3 889	6 147	10 036	1 406	6 187	7 593	414	6 584	6 998	331	6 136	6 467	-88,7%	-6,8%	-32,0%
<b>santé et action sociale</b>	<b>1 340</b>	<b>555</b>	<b>1 895</b>	<b>960</b>	<b>523</b>	<b>1 483</b>	<b>754</b>	<b>518</b>	<b>1 272</b>	<b>1 106</b>	<b>418</b>	<b>1 524</b>	<b>922</b>	<b>507</b>	<b>1 429</b>	<b>855</b>	<b>490</b>	<b>1 345</b>	<b>-36,2%</b>	<b>-11,7%</b>	<b>-29,0%</b>
<b>aménagement des territoires</b>	<b>43 846</b>	<b>3 892</b>	<b>47 738</b>	<b>52 088</b>	<b>4 803</b>	<b>56 891</b>	<b>59 370</b>	<b>5 454</b>	<b>64 824</b>	<b>70 069</b>	<b>3 479</b>	<b>73 548</b>	<b>45 293</b>	<b>4 827</b>	<b>50 120</b>	<b>40 817</b>	<b>6 217</b>	<b>47 034</b>	<b>-6,9%</b>	<b>59,7%</b>	<b>-1,5%</b>
dt politique de la ville	5 148	0	5 148	4 286	0	4 286	2 543	0	2 543	3 785	0	3 785	3 731	3 731	6 838	0	6 838	0	32,8%	32,8%	
dt agglomération	12 543	143	12 686	4 033	0	4 033	4 509	0	4 509	302	0	302	86	86	31	0	31	0	-99,8%	-100,0%	-99,8%
dt espace rural et autres espaces	23 293	1 918	25 211	41 342	1 730	43 072	49 581	1 685	51 266	61 419	1 449	62 868	40 632	2 185	42 817	32 820	2 088	34 908	40,9%	8,9%	38,5%
dt TIC	2 272	155	2 427	1 819	759	2 578	2 177	804	2 981	4 379	-803	3 576	637	37	674	993	12	1 005	-56,3%	-92,3%	-58,6%
dt autres actions	590	1 676	2 266	608	2 314	2 407	560	2 965	3 525	184	2 833	3 017	207	2 605	2 812	135	4 117	4 252	-77,1%	145,6%	87,6%
<b>environnement</b>	<b>6 435</b>	<b>5 444</b>	<b>11 879</b>	<b>14 351</b>	<b>5 211</b>	<b>19 562</b>	<b>20 784</b>	<b>6 340</b>	<b>27 124</b>	<b>13 794</b>	<b>7 358</b>	<b>21 152</b>	<b>9 080</b>	<b>6 261</b>	<b>15 341</b>	<b>7 206</b>	<b>6 739</b>	<b>13 945</b>	<b>12,0%</b>	<b>23,8%</b>	<b>17,4%</b>
dt traitement des déchets	328	333	661	346	267	613	97	395	492	53	628	681	11	147	158	60	160	220	-81,7%	-52,0%	-66,7%
dt actions transversales	566	3 902	4 468	2 430	3 386	5 816	1 789	4 052	5 841	2 394	4 234	6 628	1 066	3 999	5 065	764	3 881	4 645	35,0%	-0,5%	4,0%
dt patrimoine naturel	558	935	1 493	547	1 171	1 718	346	1 321	1 667	1 462	3 079	392	1 637	2 029	2 029	483	1 709	2 192	-13,4%	82,8%	46,8%
dt politique énergie	4 984	271	5 255	11 028	385	11 413	18 552	572	19 124	9 730	1 034	10 764	7 611	478	8 089	5 899	989	6 888	18,4%	264,9%	31,1%
<b>transports</b>	<b>64 979</b>	<b>163 112</b>	<b>228 091</b>	<b>49 993</b>	<b>153 349</b>	<b>203 342</b>	<b>18 434</b>	<b>162 254</b>	<b>180 688</b>	<b>31 576</b>	<b>161 764</b>	<b>193 340</b>	<b>30 997</b>	<b>166 543</b>	<b>197 540</b>	<b>105 764</b>	<b>173 106</b>	<b>278 870</b>	<b>62,8%</b>	<b>6,1%</b>	<b>22,3%</b>
dt TER	50 267	162 451	212 718	34 008	153 349	187 357	9 210	160 396	169 606	15 780	160 029	175 809	25 470	164 743	190 213	91 622	169 828	261 450	82,3%	4,5%	22,9%
dt infrastruct. rout.	14 712	0	14 712	15 985	0	15 985	0	8 262	11 159	0	11 159	0	126	0	5 514	0	5 514	0	-62,5%	-62,5%	
dt transports fluviaux	214	0	214	1 507	0	1 507	824	0	824	167	0	167	495	495	189	0	189	0	-11,7%	-11,7%	
dt autres transport	292	457	749	1 046	173	1 219	138	1 858	1 996	4 470	1 735	6 205	4 906	1 800	6 806	8 439	3 278	11 717	2790,1%	617,3%	1464,4%
<b>action économique</b>	<b>36 446</b>	<b>29 053</b>	<b>65 499</b>	<b>39 935</b>	<b>33 243</b>	<b>73 178</b>	<b>37 049</b>	<b>35 075</b>	<b>72 124</b>	<b>25 432</b>	<b>32 699</b>	<b>58 131</b>	<b>26 446</b>	<b>30 356</b>	<b>56 802</b>	<b>28 014</b>	<b>24 178</b>	<b>52 192</b>	<b>-23,1%</b>	<b>-16,8%</b>	<b>-20,3%</b>
dt recherche innovation	710	8 890	9 600	247	8 821	9 068	1 259	6 493	7 752	7 355	7 320	14 675	2 285	6 818	9 103	6 308	5 402	11 710	788,5%	-39,2%	22,0%
dt interventions transversales	102	8 111	8 213		79	10 979	11 058	133	9 142	9 275	9 142	9 275	99	9 142	9 241	24	5 017	5 041	-76,5%	-38,1%	-38,6%
dt agriculture, agro alimentaire	9 249	1 999	11 248		5 584	3 178	8 762	5 564	2 950	8 514	4 909	2 338	7 247	4 609	2 217	6 826	2 217	6 826	-50,2%	10,9%	-39,3%
dt aides aux entreprises	22 961	4 952	27 913	33 085	17 289	50 374	25 634	5 570	31 204	9 414	5 814	15 228	14 327	4 935	19 262	5 210	4 419	9 629	-77,3%	-10,8%	-65,5%
dt tourisme	3 428	5 100	8 528	6 603	7 133	13 736	4 493	8 855	13 348	2 966	7 473	10 439	4 826	7 123	11 949	11 863	7 123	18 986	246,1%	39,7%	122,6%
<b>dettes et opér. Financières</b>	<b>23 265</b>	<b>18 356</b>	<b>41 621</b>	<b>27 290</b>	<b>19 149</b>	<b>46 439</b>	<b>33 465</b>	<b>16 861</b>	<b>50 326</b>	<b>37 471</b>	<b>20 216</b>	<b>57 687</b>	<b>39 099</b>	<b>24 085</b>	<b>63 184</b>	<b>44 953</b>	<b>25 082</b>	<b>70 035</b>	<b>93,2%</b>	<b>36,6%</b>	<b>68,3%</b>
dt remboursement en capital	23 265		23 265	27 290		27 290	33 465		33 465	37 471		37 471	39 099		39 099	43 524		43 524	87,1%		87,1%
dt dettes afférentes aux PPP																1 429		1 541			
dt intérêts		17 053	17 053	19 419		19 419	16 861		16 861	20 216		20 216		20 223	20 223		23 541	23 541		38,0%	38,0%
<b>frais fonction. Groupe d'élus</b>		<b>739</b>	<b>739</b>	<b>809</b>	<b>809</b>	<b>809</b>	<b>749</b>	<b>749</b>													

En milliers d'Euros	CA 2008			CA 2009			CA 2010			CA 2011			CA 2012			CA 2013			Evolution 2008/2013	
	Investis.	fonction.	Total																	
<b>Fiscalité directe et compensation</b>		<b>166 117</b>	<b>166 117</b>		<b>187 829</b>	<b>187 829</b>		<b>193 274</b>	<b>193 274</b>		<b>172 705</b>	<b>172 705</b>		<b>180 318</b>	<b>180 318</b>		<b>184 199</b>	<b>184 199</b>	<b>10,9%</b>	
dt cotisation sur Val Aj des entreprises (CVAE)			0			0			0		122 347	122 347		100 200	100 200		103 560	103 560	NS	
dt impots forfait sur entr de réseau ( I FER)														23 821	23 821		23 891	23 891	NS	
dt FNGIR (Fds nat garantie individuelle des ressources)			0			0			0		24 946	24 946		24 814	24 814		25 017	25 017	NS	
dt DCRTP ( dotation de compensation reforme TP )			0			0			0		25 273	25 273		25 774	25 774		24 987	24 987	NS	
dt compensations exonérations fiscales et autres impôts																	5 113	5 113		
dt compensations exonérations fisc. et autres impôts		6 323	6 323		5 754	5 754		5 579	5 579		139	139		5 709	5 709		1 631	1 631	-74,2%	
<b>Fiscalité indirecte</b>		<b>210 187</b>	<b>210 187</b>		<b>258 596</b>	<b>258 596</b>		<b>262 069</b>	<b>262 069</b>		<b>288 571</b>	<b>288 571</b>		<b>290 441</b>	<b>290 441</b>		<b>288 726</b>	<b>288 726</b>	<b>37,4%</b>	
dt certificats immatriculation véhicules		66 297	66 297		64 867	64 867		64 547	64 547		77 908	77 908		77 545	77 545		75 870	75 870	14,4%	
dt contribution à la taxe d'apprentissage		29 670	29 670		30 468	30 468		30 673	30 673		30 602	30 602		31 775	31 775		32 495	32 495	9,5%	
dt TICPE (ex TIPP )		114 220	114 220		163 261	163 261		166 849	166 849		159 094	159 094		159 909	159 909		159 961	159 961	40,0%	
dt TICPE Grenelle		0	0		0	0		0	0		20 967	20 967		21 212	21 212		20 400	20 400	NS	
dt ressources liés à la formation professionnelle																				
<b>Dotations</b>	<b>22 638</b>	<b>323 525</b>	<b>346 163</b>	<b>22 748</b>	<b>321 122</b>	<b>343 870</b>	<b>22 748</b>	<b>325 356</b>	<b>348 104</b>	<b>22 748</b>	<b>333 186</b>	<b>355 934</b>	<b>22 748</b>	<b>328 267</b>	<b>351 015</b>	<b>22 748</b>	<b>331 706</b>	<b>354 454</b>	<b>2,4%</b>	
dt DRES (Dotation Régionale d'équipement scolaire)	22 638		22 638	22 748		22 748	22 748		22 748	22 748		22 748	22 748		22 748	22 748		22 748	22 748	0,5%
dt DGF (Dotation Globale de Fonctionnement)		213 369	213 369		216 954	216 954		218 047	218 047		217 785	217 785		217 786	217 786		221 478	221 478	3,8%	
dt DGD formation professionnelle -apprentissage		61 127	61 127		61 127	61 127		61 688	61 688		61 731	61 731		61 727	61 727		61 721	61 721	1,0%	
dt DGD Education et ferroviaire		31 867	31 867		25 287	25 287		27 077	27 077		26 326	26 326		26 715	26 715		26 456	26 456	-17,0%	
dt fonds national dév de l'apprentissage		17 162	17 162		17 754	17 754		17 988	17 988		21 920	21 920		22 039	22 039		22 051	22 051	28,5%	
dt divers			0			0		556	556		5 424	5 424							NS	
<b>Recettes diverses</b>	<b>17 186</b>	<b>17 423</b>	<b>34 609</b>	<b>20 708</b>	<b>14 246</b>	<b>34 954</b>	<b>22 969</b>	<b>32 265</b>	<b>55 234</b>	<b>33 874</b>	<b>20 103</b>	<b>53 977</b>	<b>66 624</b>	<b>32 735</b>	<b>99 359</b>	<b>51 853</b>	<b>24 515</b>	<b>76 368</b>	<b>120,7%</b>	
dt FCTVA (fonds de compensation de la TVA)		9 263	9 263		10 155	10 155		11 272	11 272		14 722	14 722		18 604	18 604		12 735	12 735	37,5%	
dt fds europ. Subvention globale		3 102	1 032	4 134	8 943	1 587	10 530	4 140	14 747	18 887	8 809	1 542	10 351	18 665	13 836	32 501	15 145	6 753	21 898	429,7%
dt autres		4 821	16 391	21 212	1 610	12 659	14 269	7 557	17 518	25 075	10 343	18 561	28 904	29 355	18 899	48 254	23 973	17 762	41 735	96,8%
																			0	
<b>Emprunt</b>	<b>98 571</b>		<b>98 571</b>	<b>140 000</b>		<b>140 000</b>	<b>86 000</b>		<b>86 000</b>	<b>65 000</b>		<b>65 000</b>	<b>67 700</b>		<b>67 700</b>	<b>70 000</b>		<b>70 000</b>	<b>70 000</b>	<b>-29,0%</b>
<b>TOTAL hors revolving</b>	<b>138 395</b>	<b>717 252</b>	<b>855 647</b>	<b>183 456</b>	<b>781 793</b>	<b>965 249</b>	<b>131 717</b>	<b>812 964</b>	<b>944 681</b>	<b>121 622</b>	<b>814 565</b>	<b>936 187</b>	<b>157 072</b>	<b>831 761</b>	<b>988 833</b>	<b>144 601</b>	<b>829 146</b>	<b>973 747</b>	<b>13,8%</b>	
<b>opérations revolving</b>	<b>26 888</b>		<b>26 888</b>	<b>21 471</b>		<b>21 471</b>	<b>15 929</b>		<b>15 929</b>	<b>12 082</b>		<b>12 082</b>	<b>9 910</b>		<b>9 910</b>	<b>7 737</b>		<b>7 737</b>	<b>-71,2%</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>165 283</b>	<b>717 252</b>	<b>882 535</b>	<b>204 927</b>	<b>781 793</b>	<b>986 720</b>	<b>147 646</b>	<b>812 964</b>	<b>960 610</b>	<b>133 704</b>	<b>814 565</b>	<b>948 269</b>	<b>166 982</b>	<b>831 761</b>	<b>998 743</b>	<b>152 338</b>	<b>829 146</b>	<b>981 484</b>	<b>11,2%</b>	
<b>excédent n-1 reporté</b>			<b>32 028</b>			<b>33 742</b>			<b>35 816</b>			<b>32 304</b>		<b>37 197</b>				<b>95 599</b>		
<b>Recettes utilisables sur l'exercice</b>			<b>914 563</b>			<b>#####</b>			<b>996 426</b>			<b>980 573</b>		<b>#####</b>				<b>1 077 083</b>	<b>17,8%</b>	
<b>total dépenses</b>			<b>875 502</b>			<b>988 703</b>			<b>960 199</b>			<b>942 654</b>		<b>941 140</b>				<b>1 017 197</b>		
<b>excédent global de clôture</b>			<b>33 742</b>			<b>35 816</b>			<b>32 304</b>			<b>37 197</b>		<b>94 800</b>				<b>59 886</b>		



## Informations financières et ratios du CA Lorraine

Lorraine	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	BS 2014	Evolution 2007/2014
Population totale	2 310 376	2 310 376	2 343 000	2 346 361	2 346 361	2 350 112	2 350 920	2 350 657	1,7%
Dépenses réelles de fonctionnement / population	216,10	251,63	283,61	288,38	283,84	291,38	290,73	299,95	38,8%
produit des impositions directs / population	66,24	69,16	77,71	73,90	62,83	63,59	65,55	67,03	1,2%
recettes réelles de fonctionnement / population	283,45	310,45	333,67	346,48	347,16	353,92	352,69	351,71	24,1%
dépenses d'équipement brut / population	101,09	110,62	113,21	94,61	91,93	85,26	116,34	119,12	17,8%
encours de la dette / population	187,21	219,81	264,85	286,86	289,59	310,29	386,28	386,32	106,4%
dotation globale de fonctionnement / population	90,75	92,35	92,60	92,93	92,82	92,67	94,21	91,53	0,9%
dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctt	8,99%	15,52%	16,91%	17,26%	17,68%	17,80%	18,50%	18,50%	105,8%
coefficient de mobilisation du potentiel fiscal	0,90	0,97	0,97	nc	nc	NC		NC	
dép. réelles de fonctt + rembt annuel dette en capital / recettes réelles de fonctt	79,56%	84,30%	88,49%	87,35%	86,36%	87,03%	87,85%	91,80%	15,4%
dépenses d'équipement brut / recettes réelles fonctt	35,66%	35,63%	33,93%	27,31%	26,48%	24,09%	32,99%	33,90%	-4,9%
Encours de la dette / recettes réelles de fonctt	66,95%	70,80%	79,37%	82,79%	86,01%	87,67%	109,52%	109,80%	64,0%
potentiel fiscal / habitant	92,56	98,83	NC	NC	NC	NC			

Montants en M€	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013		fin 2014 sur base BS		Evolution 2007/2014
							hors PPP	avec PPP	hors PPP	avec PPP	
Recettes réelles fonctionnement	654,9	717,3	781,8	813,0	814,6	831,8	829,1	829,1	826,7	826,7	26,2%
- Dépenses réelles fonctionnement ( en M€ )	499,3	581,4	664,5	676,6	662,7	684,8	683,5	683,5	705,1	705,1	41,2%
= Epargne brute	155,6	135,9	117,3	136,3	151,9	147,0	145,7	145,7	121,7	121,7	-21,8%
Endettement ( en M€ )	432,5	507,80	620,5	673,08	701	729	758	908,116	781	1025,116	137,0%
Endettement / épargne brute ( en années)	2,8	3,7	5,3	4,9	4,6	5,0	5,2	6,2	6,4	8,4	

## Avis de la Commission

# Economie Innovation Recherche

*Séance plénière du 20 juin 2014*

---

**Objet :** *Budget Supplémentaire 2014 – Compte Administratif 2013*

**Rapporteur :** *Raffaël MASIELLO*

Les lignes du Budget Supplémentaire qui concernent la commission EIR se retrouvent dans les pages 8 et 13 du document.

### **1) Constat chiffré**

La Commission note avec intérêt l'augmentation de 5,2 M € de dotation consacrée à l'action économique (+6,3 %). Cette évolution est due à deux ajustements techniques qui concernent le projet d'équipement scientifique DAVM de l'institut Jean Lamour et la subvention au comité régional de tourisme pour le schéma numérique du tourisme lorrain.

### **2) Compte Administratif 2013**

En introduction, le rapport sur le Compte Administratif 2013 met en lumière un constat inquiétant concernant la politique économique.

D'une part la Commission constate une baisse significative des crédits de paiement entre 2012 et 2013 sur la ligne aides aux entreprises, et d'autre part, un taux de réalisation du BP 2013 de seulement 78%, alors que l'objectif était déjà le plus bas depuis 2008. D'autant que seule la politique économique est concernée par ce mouvement, la moyenne des actions étant à 102,6 % de taux de réalisation.

**La Commission tient à attirer l'attention sur cette sous consommation des crédits régionaux, spécifique à l'action économique. Ces chiffres invitent à chercher des éléments d'analyse plus fins et plus qualitatifs pour en comprendre les raisons.**

Dans un contexte de volonté de redynamisation économique, cette sous-consommation peut être un révélateur de la difficulté à enclencher la dynamique positive recherchée. La Commission a pu débattre sur quelques éléments pouvant l'expliquer. Pour dépasser le constat, elle appelle à en identifier précisément les raisons.

Aussi, la Commission propose-t-elle au Conseil Régional de réaliser un travail factuel destiné à faire ressortir les raisons de cette sous-consommation. Il permettrait l'élaboration d'un plan d'action correctif. Pour rappel, le même constat avait été réalisé en commission en octobre 2013 concernant l'innovation.

La Commission tient à souligner que l'action économique est la principale compétence du conseil régional et qu'elle va être renforcée, comme l'indique le projet de la seconde loi de décentralisation.

La situation économique actuelle que traverse notre région invite à une réaction rapide, pour éviter à terme une situation d'échec qui serait dommageable pour la Lorraine.

### 3) Détail des lignes budgétaires du BS

#### Equipements scientifiques pour l'institut Jean Lamour (p.8 du BS)

Le BS prévoit une ligne de 5 126 000 € supplémentaire pour le secteur Recherche Enseignement Supérieur du pôle de partenariats afin de financer le projet DAVM.

**L'avis de la Commission sur ce projet est détaillé dans la partie « mise en œuvre des politiques régionales ».**

#### Eléments concernant le Fonds Animation des Territoires (Economie Touristique – p.8 du BS)

Dans la convention d'objectifs 2014 passée avec le comité régional du tourisme, une action spécifique concerne la réalisation d'un schéma lorrain numérique pour le tourisme. Il s'avère que cette action nécessite un financement complémentaire de 110 000 €. Un rapport sera présenté à la Commission Permanente d'octobre 2014 pour un avenant à la convention initiale, votée en février 2014.

(Le Schéma Numérique pour le Tourisme Lorrain constitue une feuille de route planifiée en termes d'équipement, d'organisation, de professionnalisation et de promotion sur internet.)

Virements (p13 du BS)

Deux ajustements comptables concernent des réaffectations de fonds. L'un concerne le FEDER, en réaffectant 270 183 € à la mesure A32 (transfert d'AP en AE) pour financer des dossiers à programmer. Le montant en AP désaffecté concerne la mesure A42 du FEDER hébergée au Pôle des Entreprises.

Le second ajustement concerne une réaffectation de 300 000 € à l'enseignement supérieur de la section investissement vers la section fonctionnement.

**La Commission n'a pas d'avis particulier sur ces éléments.**

**Le Président,**

**Jean ARNOULD**

## Avis de la Commission

### Emploi Formation

*Séance plénière du 20 juin 2014*

---

**Objet :** *Budget Supplémentaire 2014 – Compte Administratif 2013*

**Rapporteur :** *Christian NOSAL*

*La Commission « Emploi-Formation », réunie le 13 juin 2014, a pris connaissance des différents documents transmis par le Président du Conseil régional.*

**Sur le Budget Supplémentaire** les observations suivantes sont formulées:

#### **Sur les Inscriptions complémentaires**

La Commission note avec satisfaction l'inscription de 5 126 000 € pour l'acquisition des équipements scientifiques de la seconde phase du programme Daum /Tube de l'Institut Jean Lamour. Cette opération, portée par l'Université Lorraine et qui figure au Pacte Lorraine, marque le rayonnement possible de la Lorraine dans le domaine des nano matériaux.

Sur l'avance remboursable d'1 M€ à l'association gestionnaire de l'Ecole de la deuxième chance, la Commission prend acte qu'il s'agit d'une avance de trésorerie sur un co-financement à venir du FSE. Elle demande à être tenue informée des évaluations réalisées sur ces actions.

Sur le Programme Pluriannuel des lycées privés, l'inscription d'une autorisation de programme sur trois années de 5 M€ avec les premiers crédits de paiement en 2014 de 500 000 € ne soulève aucune remarque.

La Commission relève par ailleurs favorablement la prise en compte d'une autorisation d'engagement de 511 500 € au titre du conseil aux salariés fragilisés. La reprise de cette mesure avait été annoncée par le Président du Conseil Régional lors de la séance plénière CESEL du 24 janvier dernier.

La Commission s'interroge sur l'inscription d'une subvention complémentaire pour INFFOLOR de 225 000 € pour clôture des comptes.

### **Sur les ajustements**

La Commission tient à souligner que le virement de 745 301€ en investissement du budget apprentissage au budget lycées pour des plateaux techniques dans les lycées va venir accentuer la baisse des crédits alloués en 2014 à l'apprentissage.

### **Sur le Compte administratif**

La Commission tient à souligner que l'analyse comparative du compte administratif sur les exercices successifs de 2008 à 2013 fait ressortir très nettement le tassement des crédits affectés à la formation sachant qu'en 2009 s'est opéré le transfert des actions de L'AFPA, transfert en partie masqué sur les années postérieures par les baisses de crédits.

Tenue informée du **Compte-rendu annuel de mise en œuvre des politiques** régionales, la Commission tient à signaler des incohérences entre les chiffres avancés au titre de l'apprentissage et ceux transmis dans d'autres instances sur l'exercice 2013.

Par ailleurs elle relève dans le document une inversion sur les données de l'offre de formation continue des chiffres AE- AP ET CPF-CPI.

**Le Président,**

**Olivier CAYLA**

## Avis de la Commission

### Mobilités

*Séance plénière du 20 juin 2014*

---

**Objet :** *Compte-rendu annuel de mise en œuvre des politiques régionales 2013 et Budget supplémentaire 2014*

**Rapporteur :** *Patrick FEUILLATRE*

#### 1. **Éléments d'appréciation sur le compte administratif, le compte-rendu annuel de mise en œuvre des politiques régionales**

La Commission adresse un **satisfécit pour les très bons taux d'exécution** pour les lignes « mobilité » du compte administratif, supérieurs à la moyenne du budget régional.

En revanche, elle regrette la **faible consommation des crédits FEDER** : seulement 3% du budget inscrit (31 k€ sur 980 k€). Elle comprend que cet écart important est lié au retard de transmission des pièces justificatives pour enclencher le versement ou à la réduction du budget final des projets soutenus.

La Commission prend note des précisions sur le budget affecté à l'aéroport régional EPMNL en 2013 :

- En fonctionnement : 2 615 k€ pour couvrir la sujétion de service public ordinaire (gratuité du parking pour les vols charter 1 459 k€ TTC) et les sujétions supplémentaires pour maintenir la certification de niveau 3 et la compétitivité de la plateforme (redevance, parking, H24...) en compensation des conséquences financières du " printemps arabe ".
- En investissement : 2 000 k€ pour le programme annuel d'investissement (dont 1 300 k€ mandatés en 2013, le solde étant payé en n+1).

La Commission note également que 2 530 k€ ont été affectés à la clôture du GIGAL, et donc entièrement versés au GIGAL, comme prévu dans le cadre du transfert de gestion à l'EPMNL.

La Commission s'inquiète de la **première baisse de la fréquentation du TER Métrolor en 2013**, plus forte que la tendance nationale (- 2,4% versus - 1,4%).

Pour nuancer ce résultat global, elle note que les abonnements pour les travailleurs et étudiants se maintiennent à la hausse alors que les ventes de billets occasionnels chutent jusqu'à -10, -12%.

Pour la Commission, cette première contraction du trafic depuis 2004 a certainement des causes multiples. Outre la crise, la forte hausse des tarifs occasionnels constatée en janvier 2013 et la réduction de l'offre de desserte déjà observée en 2012 peuvent également être à l'origine d'un report vers d'autres modes de déplacement.

Une partie de la baisse des occasionnels pourrait également être liée à la stratégie du Conseil régional de Lorraine (CRL) de fidéliser les usagers sur les abonnements plutôt que de maintenir des tarifs trop attractifs sur les occasionnels. Mais l'absence de reprise économique suffisamment forte aurait limité les impacts de cette stratégie sur les ventes d'abonnements.

La Commission estime qu'il serait intéressant d'analyser plus finement ces résultats en menant une enquête qualitative sur une ou plusieurs lignes ayant connu les plus fortes baisses. De la même façon, elle souhaiterait pouvoir connaître l'impact sur la mesure de la fréquentation des dispositions d'intégration tarifaire sur les différents périmètres urbains où elle est mise en œuvre (Metz Métropole et Grand Nancy).

Elle juge intéressantes les initiatives récentes du Conseil régional de Lorraine pour reconquérir le public jeune (Multipass +) et développer de nouveaux modes de communication - promotion du TER Métrolor.

Dans le même ordre d'idée, la plus forte affluence d'usagers aux derniers comités de dessertes est sans doute à mettre au crédit des messages d'annonces dans les trains.

Par ailleurs, la Commission **se réjouit de voir des projets en faveur de l'intermodalité se concrétiser sur les différents territoires** de Lorraine grâce à la politique menée par le Conseil Régional de Lorraine avec le soutien de l'Etat et de la Commission européenne : pôles d'échanges, intégration billettique, etc.

**En revanche, la Commission regrette le manque d'implication politique des autres Autorisés organisatrices des transports dans le cadre des réunions organisées par le Conseil Régional de Lorraine sur le cadencement.** Si elle comprend les incertitudes liées aux évolutions des compétences et des périmètres d'action des collectivités locales proposées par le projet de réforme territoriale, elle estime que celle-ci ne devrait pas avoir d'impact important sur le déploiement du cadencement en Lorraine. En effet, d'une part, il est déjà mis en place dans les régions voisines et intègre les déplacements à l'échelle interrégionale. D'autre part, il est davantage lié à la mise en service de la LGV 2 au printemps 2016 et les modifications sur les dessertes et les horaires sont également prises en compte.

## 2. Avis sur le Budget Supplémentaire 2014 et les programmations CPER et FEDER

La Commission constate que **les discussions entre le Conseil Régional de Lorraine et la SNCF n'ont pas encore abouti à la signature d'un accord sur le devis 2014 et la clause de revoyure de la convention.**

De ce fait, la Commission prend acte de **deux inscriptions au budget supplémentaire pour un montant total de 25 M€**, soit l'écart entre le devis présenté par la SNCF et l'estimation réalisée par le CRL dans le cadre de son assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO).

Ces deux écritures permettent d'anticiper les deux cas de figure qui se présentent à l'issue des discussions :

- **14 M€ en crédit de paiement sur la ligne TER** afin de pouvoir honorer les derniers versements du devis 2014, dans le cas où un accord serait conclu avant la fin de l'année. Le montant du devis 2014 serait alors de l'ordre de 153 M€ TTC.
- **11 M€ en crédit de paiement sur la ligne provision**, dans le cas contraire, pour se prémunir d'un éventuel recours de la part de l'opérateur pour défaut d'exécution du contrat (dépassement du montant de non-versement autorisé en cas de désaccord sur le devis).

Compte tenu du climat plus apaisé et constructif dans lequel se passent ces échanges, la Commission a bon espoir de voir un accord être formalisé d'ici à la fin de l'année.

Elle en appelle toutefois à une certaine vigilance afin que les leviers d'économie partagés ne se traduisent pas toujours pas une réduction de dessertes mais davantage par un meilleur dimensionnement ou positionnement horaire de l'offre. Compte tenu de la tendance à la baisse de la fréquentation et des difficultés à ramener vers les transports collectifs des usagers qui auraient changé leurs habitudes, la Commission estime que le niveau de l'offre peut être maintenu jusqu'à la mise en place du cadencement en 2016.

Par ailleurs, la Commission prend note du **virement** du chapitre transport (938) à celui des dotations (942) pour un montant de **4 137,3 k€ correspondant à la redevance de quai** dont le paiement a été transféré par l'Etat aux régions.

Cette opération entérine la nature de cette redevance intégrée à la dotation globale de décentralisation (DGD) et non à la dotation globale de fonctionnement (DGF).

Instaurée par le Décret n° 2012-70 du 20 janvier 2012 dit « décret gare », elle donne à RFF un nouveau levier d'autonomie financière pour facturer l'accès par le réseau ferroviaire aux gares et autres services et équipements nécessaires à tous les opérateurs ferroviaires.

Si cette nouvelle mesure n'est pas contestable en soi, la Commission redoute le caractère non maîtrisable de cette charge dont la compensation par l'Etat sera vraisemblablement fixe alors que les montants nécessaires à l'entretien et à la mise en accessibilité du réseau sont en constante évolution.



C'est pourquoi **elle est favorable à la demande du Conseil Régional de Lorraine de reverser le montant de cette compensation, à l'euro près, directement à RFF dans le cadre d'une convention tripartite CRL-Etat-RFF.**

La Commission **soutient également la position du Conseil régional de Lorraine dans ses discussions avec l'Etat à propos de l'engagement d'équiper en ETCS** (système européen de contrôle des trains) les rames TER 2 N circulant au Luxembourg à l'horizon 2017.

Au regard des informations transmises à la Commission, il apparaît que cet engagement relève d'un accord passé entre l'Etat français et le Grand-Duché du Luxembourg dans le cadre de la participation financière de ce dernier au financement de la LGV Est Européenne. L'exécutif régional demande donc à l'Etat français d'honorer ses engagements pris envers son homologue luxembourgeois, d'un montant estimé à 25,6 M€ (2014), en utilisant les crédits CPER non consommés ou en diminuant d'autant la quote-part régionale au financement de la 2<sup>ème</sup> phase de la LGV Est Européenne.

En l'absence de réponse de l'Etat, le Conseil régional de Lorraine a suspendu, depuis trois mois, le versement de sa part restant due au financement de la LGV2.

En ce qui concerne **la future programmation des fonds européens**, la Commission **est en plein accord avec la demande du Conseil Régional de Lorraine d'intégrer un volet intermodalité et «amélioration de l'accessibilité des PMR»** (personnes à mobilité réduite) dans le cadre des investissements prioritaires du FEDER.

Dans le contexte actuel, la Commission est convaincue que le soutien du FEDER, à un haut niveau d'intervention (50% des opérations), est indispensable pour assurer le bouclage financier des projets.

Elle a conscience que malgré cet effort, les montants affectés pour cette approche globale des mobilités (16M€ pour les pôles d'échanges, la rénovation des gares et l'accessibilité) demeurent largement insuffisants pour assurer l'égalité d'accès aux gares à tous les usagers. La Commission note que la proposition d'inscrire cet objectif à l'axe 3 du FEDER marque la contribution des transports et d'une mobilité plus durable aux nécessaires enjeux d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

**Pour finir, la Commission fait part de sa très forte inquiétude quant au risque de décalage d'opérations à réaliser d'ici 2016 en lien avec le cadencement (gares de Metz et Forbach). En effet, l'Etat tarde à répondre sur ses possibilités d'engagement de crédits sur la fin du CPER actuel et le prochain. Elle déplore qu'en cette période de crise, l'Etat se dirige vers une « année blanche » en 2014 alors que les investissements publics structurants sont plus que jamais nécessaires.**

Le Président,

Jean-Claude THOMAS

## Avis de la Commission

### Cohésion sociale

*Séance plénière du 20 juin 2014*

---

**Objet :** *Budget Supplémentaire 2014*

**Rapporteur :** *Emmanuelle CUTTITTA*

Le Budget Supplémentaire 2014 s'inscrit dans un double contexte : un contexte économique toujours profondément marqué par une crise économique, dont notre région peine à s'extraire, avec un marché du travail fortement dégradé et un contexte de réforme structurelle de l'organisation administrative de nos territoires.

Dans ce cadre, les membres de la Commission *Cohésion sociale* ont bien pris note des choix opérés dans le Budget Supplémentaire visant en priorité à consolider le socle d'intervention du Conseil Régional de Lorraine autour de trois piliers : l'efficacité économique, le développement durable et la dynamique des territoires.

S'agissant de ce dernier pilier, la Commission *Cohésion sociale* se félicite de l'effort financier supplémentaire consenti par le Conseil Régional de Lorraine, à hauteur de 1,5 million d'euros, afin de soutenir le secteur associatif.

En effet, si notre région a un incontestable besoin de développement économique et de création de valeurs et d'emplois, elle doit également pouvoir continuer à prendre appui sur un lien social fort et une solidarité de proximité, indispensables pour soutenir les Lorraines et les Lorrains les plus isolés et les plus fragiles face à la brutalité de la situation économique et sociale actuelle.

Face aux incertitudes pesant par ailleurs sur la pérennisation de certains financements de l'Etat, notamment concernant le Dispositif Local d'Accompagnement (DLA), le soutien supplémentaire apporté par le Conseil Régional de Lorraine dans le cadre du Budget Supplémentaire est un signal fort et réconfortant pour l'ensemble des structures concourant à la cohésion sociale sur nos territoires.

Les membres de la Commission sont en revanche dans l'attente de l'affectation qui sera donnée à cette enveloppe supplémentaire et seront vigilants à ce qu'elle soit utilisée à bon escient. Mais ils se félicitent toutefois du travail déjà engagé au sein des services du Conseil Régional de Lorraine et au sein du Forum Permanent de la Vie Associative, afin d'identifier les moyens d'action les plus pertinents à soutenir (aide à l'investissement, aide à la communication, aides spécifiques aux petites associations, avances remboursables, accompagnement aux besoins de qualification, formation des bénévoles, ...).

La Commission *Cohésion sociale* souhaite toutefois attirer l'attention de la Région sur le défaut d'information de certaines associations (non membres de réseaux ou de fédérations) sur les dispositifs soutenus par le Conseil Régional de Lorraine. Un effort de communication à destination de ces associations s'avérerait sans doute utile.

Enfin, bien que le budget supplémentaire n'en fasse pas état, les membres de la Commission *Cohésion sociale* ont pris note, avec grande satisfaction, des différentes mesures mises en place par le Pôle Jeunesse, et tout récemment la carte MultiPass +. Ils réitèrent néanmoins leur souhait de voir la politique volontariste menée par le Conseil Régional de Lorraine en faveur de la jeunesse s'adresser à l'ensemble des jeunes, qu'ils soient ou non engagés dans le milieu associatif, et sur l'ensemble du territoire, y compris dans les territoires les plus ruraux.

**Le Président,**

**Lucien GASTALDELLO**

## Avis de la Commission

### Environnement et Territoire

*Séance plénière du 20 juin 2014*

---

**Objet :** *Budget Supplémentaire 2014*

**Rapporteur :** *Denis HASSLER*

La Commission *Environnement et Territoire* prend bonne note des ajustements réalisés par le Budget Supplémentaire, notamment des restes à réaliser de 13 541 702,48 € correspondant au mandat gratuit pour le Syndicat d'Aménagement du lac de la Madine.

**La Présidente,**

**Anne PEDON-FLESCH**



# Mise en œuvre des politiques régionales

Séance plénière du  
20 juin 2014

## Avis de la Commission

# Economie Innovation Recherche

*Séance plénière du 20 juin 2014*

---

**Objet :** *Mise en œuvre des politiques régionales*

**Rapporteur :** *Raffaël MASIELLO*

### 1) La Stratégie Régionale de l'Innovation – Spécialisation Intelligente

La Commission Européenne a défini la SRI – SI comme une condition nécessaire à l'élaboration des Programmes Opérationnels FEDER FSE 2014 – 2020. Ce document cadre doit permettre de répondre, à la demande de la Commission, au choix de spécialisation qu'a opéré la Lorraine pour son développement économique.

Pour ce faire, des domaines d'activités stratégiques ont été identifiés (*atouts distinctifs des autres régions, d'une masse critique d'entreprise et de R&D permettant de prendre des positions fortes sur des marchés d'avenir en forte croissance*). Ces domaines (DAS) sont présentés dans ce document. Ils concentreront les financements FEDER, soit 87 M € pour la Lorraine (2014-2020), et par conséquent les crédits régionaux dédiés au développement économique.

Le Conseil Régional a retenu 4 DAS (domaines d'activités stratégiques) :

- Matériaux du futur (matériaux et procédés avancés pour les industries de masse) ;
- Processus industriels avancés (compétitivité des industries) ;
- Ressources naturelles et transition énergétique ;
- Technologies pour la santé.

Ces 4 DAS conduisent à 5 objectifs de marchés, les spécialisations intelligentes (ajout du marché du démantèlement et de déconstruction de site industriel, en référence aux centrales thermiques et nucléaires).

Sur ces objectifs, doivent être construits les programmes d'accélération vers le marché qui priorisera les financements européens.

A noter que quelques domaines d'innovation ont été identifiés mais n'atteignent pas à ce jour la masse critique pour en faire des DAS (le numérique, l'ESS).

**La Commission tient à signaler que cette stratégie sera structurante pour l'économie lorraine dans les prochaines années. Elle apprécie ce document qui a été élaboré en cohérence avec les autres schémas régionaux stratégiques.**

**Elle regrette que la formation n'apparaisse pas dans ce type de document stratégique. Concernant les diagnostics et les analyses des forces et faiblesses, la Commission aurait apprécié qu'ils soient plus étoffés. Le volet transfrontalier aurait mérité d'être approfondi.**

**La Commission attire l'attention également sur l'intérêt qu'il pourrait y avoir à inclure dans l'observatoire de l'innovation et dans la gouvernance des indicateurs de type formation et emploi.**

## **2) Convention cadre pour le développement de l'industrie et des activités de recherche duale en Lorraine**

La convention est établie entre le Conseil Régional et la Direction Générale de l'Armement pour développer un partenariat destiné à aider les PME à se positionner sur le marché de la Défense. Il porte sur les technologies dites « duales », qui ont des applications autant militaires que civiles.

La DGA a pour mission de s'assurer du maintien de compétence stratégique pour la Défense dans les domaines de la recherche et industriel.

La convention porte sur un principe de collaboration autour de trois engagements :

- Faire connaître les besoins de la DGA en matière de recherche et d'innovation, cofinancement de travaux de recherche.
- Faire connaître les besoins de la DGA en termes d'appels d'offres aux PME, identifier et suivre les entreprises intéressant la DGA, cofinancement de projets d'innovation.
- Animer une « filière duale », passant par une prospective sur les « ruptures potentielles », en appui des pôles de compétitivité.

**La Commission prend acte de cette convention. Elle y voit un côté bénéfique si elle permet de mobiliser des crédits de la Défense sur des projets d'innovation.**

**La Commission prend note qu'il s'agit d'une convention de principe, mais souhaite attirer l'attention sur la difficulté de la mise en relation des entreprises avec la DGA. Il aurait été bénéfique de détailler également les outils de mise en œuvre.**

### 3) Programme d'équipements DAVM

Il s'agit d'un dossier inscrit dans le Pacte, à l'action 5 (Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie). Le porteur est l'Université de Lorraine et concerne le projet Institut Jean Lamour, à Nancy.

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment et un programme d'équipements scientifiques. L'institut regroupera près de 500 personnels de recherche. Il sera spécialisé en science et ingénierie des matériaux, avec un rayonnement international. Ses missions concerneront la recherche fondamentale et le transfert de technologie vers l'industrie.

Le coût du bâtiment est de 78,7 M d'€ HT et de 19,2 M d'€ HT pour les équipements scientifiques. Le projet consiste à rassembler à Nancy les composantes de l'institut, créer un centre de compétences destiné à valoriser et faciliter le transfert de technologie vers les industries et la création d'un autre centre destiné à l'hébergement de formations.

Le programme de DAVM s'articule autour d'un tube sous ultra-vide de 70 m de long destiné aux expériences d'élaboration et de caractérisation de nanomatériaux (dont 40 m pour la recherche publique et 30 m pour la recherche privé).

Les impacts économiques attendus sont :

- Une visibilité scientifique internationale
- Le centre de compétences doit organiser l'accès des équipements pour les industriels et faciliter le transfert de technologie
- La création de start-up issues de la recherche académique
- Faire bénéficier aux PME locales de la mécanique et chaudronnerie de précision de l'implantation de Vinci Technologie liée à DAVM

Coût total des équipements : 19 222 000 €

1<sup>er</sup> phase (réalisée) financement de 4 034 000 €

2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> phase : pour 15 188 000 € HT, (2014 -2015)

Dont : 5 026 000 € Etat  
5 026 000 € Région  
4 936 000 € Feder  
200 000 € Grand Nancy

**La Commission se félicite de cet investissement. Il s'agit d'un pari que soutient la Lorraine, bien qu'il n'ait pas été retenu au titre des Investissements d'Avenir. DAVM doit donner une visibilité internationale à la Lorraine. Si l'on veut développer les matériaux, c'est un outil qui sera primordial (nanotechnologie).**

La Commission appelle à soutenir la communication autour de cet outil vers les entreprises au plan national, pour le faire connaître et ainsi s'assurer de son succès. Elle prend note également du déficit de contrats signés avec les industriels à ce jour. De même, l'attention est appelée sur le respect des engagements de financement de l'Etat.

#### **4) conventions de subventionnement du CEA TECH**

Le CEA met en place une plateforme régionale en Lorraine de transfert de technologie, tel que prévu dans le Pacte Lorraine.

Une convention a été établie en mars 2014 spécifiant que le Conseil Régional subventionnera les travaux d'aménagement et d'équipements technologiques du CEA. Un « showroom » est prévu afin de valoriser les solutions technologiques que propose le CEA aux entreprises lorraines. Il devra servir de vitrine technologique pour la Lorraine.

D'autre part, l'installation du CEA Tech vise également à accompagner la création de start-up. Pour cela, le CEA Tech s'engage à mobiliser une équipe spécialisée dans l'accompagnement technologique des start-up, sur deux ans.

Deux conventions sont présentées, la première concernant les modalités du financement accordé au CEA pour son implantation et la création de ce showroom et la seconde le financement d'une équipe dédiée à la création de start-up. Le CEA s'engage à accompagner 5 à 10 projets.

La première subvention est de 4 160 000 € à un taux d'aide de 100 % couvrant l'aménagement des locaux et la création d'un showroom.

La seconde est de 740 000 € à un taux d'aide de 100 %, concernant les couts complet de l'équipe (rémunération et frais).

La Commission rend un avis positif sur la mise en place du CEA Tech. Elle apprécie la rapidité des concrétisations, comme la convention sur l'amélioration du dispositif de création de nouvelles entreprises innovantes. Elle aurait cependant apprécié que le plan d'action et les indicateurs de résultats soient davantage détaillés.

**Le Président,**

**Jean ARNOULD**

## Avis de la Commission

### Emploi Formation

*Séance plénière du 20 juin 2014*

---

**Objet :** *Mise en œuvre des politiques régionales*

**Rapporteur :** *Christian NOSAL*

#### **Sur la Stratégie Régionale d'Innovation-Spécialisation Intelligente**

Le document sur la stratégie d'innovation –spécialisation intelligente n'a pas pu être présenté aux membres de la Commission *Emploi- Formation* mais il sera évoqué par les représentants de la Région Lorraine en commission *Economie Recherche et Innovation* du CESEL. Néanmoins la Commission *Emploi- Formation* tient à signaler qu'elle regrette que le texte ne fasse que trop peu ou pas du tout le lien avec les formations à mettre en place.

**Sur la Mise en œuvre des politiques régionales**, la Commission formule les remarques suivantes sur les trois dossiers présentés :

#### **Campus des métiers et des qualifications « Energie Maintenance »**

La Commission salue le positionnement d'un campus des métiers et des qualifications de « l'énergie et de la maintenance » sur le bassin de Thionville et de la vallée de la Fensch. Elle prend acte des exigences d'adaptation des établissements retenus et en conséquence des évolutions des opérations de restructuration qui conduisent à la désaffectation d'une AP 2011 de 24 450 000 € sur Knutange et sa réaffectation sur trois lycées (lycée la Briquerie, pilote du Campus 8 650 000 €, lycée de Hayange site de Knutange 7 450 000 € et lycée professionnel la Malgrange de Thionville 1 400 000 €) soit un écart de 6 950 000 €.

La Commission soulève la problématique de l'accessibilité des élèves et des stagiaires aux plateaux techniques et donc aux machines. Elle regrette qu'au-delà de l'auto évaluation des CFA sur le handicap ou de la référence au PDITH, aucune action spécifique ne soit engagée.

### **Plan d'urgence Compétences et Qualifications Meuse du Sud**

La Commission note l'accompagnement appuyé de 12 DE en formation qualifiante pour l'obtention d'un titre du ministère du travail technicien en production industrielle par l'ASFOR sur une durée de formation de 1015 h avec un co-financement de l'OPCA.

### **Ateliers Compétences du Pacte Lorraine**

Quatre actions sont présentées à ce titre sur deux secteurs différenciés avec un accompagnement particulier, un travail avec la profession et une évaluation des actions en continu :

Forêt-bois 3 actions portées par le GIP formation tout au long de la vie : affûteur régleur (8 stagiaires), technicien polyvalent de scierie (8 stagiaires) ingénierie et suivi de parcours (20 stagiaires)

Perfectionnement aux technologies du numérique pour les métiers de l'artisanat d'art et du design 24 parcours individualisés d'un maximum de 193 h

La Commission souscrit pleinement à la nécessité d'un accompagnement spécifique et différencié des demandeurs d'emploi. Elle note que se développe l'analyse par filière nécessaire dans l'élaboration d'un projet régional global.

S'agissant de l'apprentissage et plus particulièrement du devenir du dispositif DIMA, la Commission souhaite signaler combien ce dispositif de préapprentissage permet d'amortir la transition souvent brutale entre la scolarité et l'apprentissage. Il contribue à lutter contre le décrochage en préparant en amont la fin de la scolarité obligatoire et l'entrée en apprentissage. Son efficacité, notamment en Moselle, est significative. La Commission ne comprendrait donc pas sa disparition. Elle tient à rappeler ici les difficultés inquiétantes de recrutement que rencontrent actuellement les CFA.

Enfin la Commission souhaite alerter les autorités académiques sur les conséquences préjudiciables de l'élévation massive du nombre de candidats libres n'ayant suivi aucune formation aux examens.

**Le Président,**

**Olivier CAYLA**

## Avis de la Commission

# Environnement et Territoire

*Séance plénière du 20 juin 2014*

---

**Objet :** *Mise en œuvre des politiques régionales*

**Rapporteur :** *Denis HASSLER*

### **Schéma interrégional du massif des Vosges à l'horizon 2020**

La Commission salue la pertinence du diagnostic territorial stratégique effectué par le Comité du massif des Vosges en vue de soutenir le développement d'un territoire interrégional situé entre la Lorraine et l'Alsace, aux marges de deux axes de développement que sont le sillon lorrain et le sillon rhénan.

La Commission salue la volonté d'adopter une stratégie partagée par tous les acteurs du territoire pour permettre au Massif des Vosges de s'adapter à des mutations considérables, comme le réchauffement climatique et les reconversions industrielles. Ces changements fragilisant les équilibres écologiques et économiques de cet espace à enjeux, la Commission se félicite de l'accent mis sur des actions de reconversions, de formations et de mises en réseau approfondies.

Au-delà de la coopération avec les massifs situés dans les pays frontaliers (Forêt Noire, Pfälzerwald) grâce à une association avec le contrat de destination touristique du massif des Vosges, la Commission estime que des efforts plus conséquents peuvent être faits pour attirer une clientèle liée à la Grande Région avec la stratégie touristique du Massif. Ainsi un projet emblématique tel que le sentier de Grande Randonnée GR 5, qui traverse notamment la Belgique et le Luxembourg, pourrait constituer un axe de coopération, en plus de mettre davantage en avant la marque massif des Vosges.

La Commission juge par ailleurs que le schéma interrégional pourrait cependant mettre davantage l'accent sur les questions de mobilité. Alors qu'il constitue le massif montagneux le plus peuplé de France, le Massif des Vosges pourrait porter son attention sur l'intermodalité des modes de déplacement (coordination entre transports urbains et interurbains), d'autant plus que l'accessibilité des touristes au cœur de massif via différents modes de déplacement est une question importante.

La Commission attire enfin l'attention sur le fait qu'il est nécessaire de conforter des acteurs locaux comme les parcs naturels régionaux, qui jouent un rôle important en matière d'ingénierie et de cohérence du territoire.

**La Présidente,**

**Anne PEDON-FLESCH**